



Echos de la

MONUSCO

Un nouveau mandat pour la MONUSCO

Priorités :

protection des civils,

élections,

développement socio-économique



**Ituri post-conflit : tour d'horizon
du relèvement communautaire**

Sommaire



Une réunion de membres du Conseil de sécurité à New York

3 Nouvelles

Nouveau mandat de la MONUSCO pour la protection, les élections et le développement socio-économique

5 De la sensibilisation électorale sur fond de difficultés financières

7 Pression militaire accrue contre la LRA dans les districts du Haut et Bas Uélé

8 Une route (réhabilitée) par la MONUSCO dans la province Orientale pour faciliter la circulation des personnes et des biens

9 Reportage

- Désenclavement du territoire de Shabunda (Sud Kivu) : un défi à relever
- La MONUSCO à Kikwit : quel impact?

10 Ituri : Relèvement communautaire et stabilisation positifs grâce aux Nations Unies

11 Quand les observateurs militaires rapprochent davantage les populations civiles et la MONUSCO

Photo en couverture : les casques bleus et les populations civiles dans le territoire de Kiorlirwe, au Sud Kivu, Est de la RDC

Edito

Un nouveau mandat, un nouveau label...

Avec le nouveau mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) arrive un nouveau magazine, mensuel d'information dans un nouveau format.



Ce premier numéro d'"Echos de la MONUSCO" repensé paraît non seulement au moment où la Mission reçoit un nouveau mandat et entre dans sa deuxième année, mais aussi à l'heure où la République Démocratique du Congo entame une phase cruciale de sa vie politique.

La Résolution 1991 du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui proroge le mandat de la Mission jusqu'au 30 juin 2012 indique clairement que la protection des civils demeure notre plus haute priorité, et qu'elle est donc au cœur de nos décisions quant à "où et comment" nous pouvons utiliser plus efficacement nos ressources disponibles et l'ensemble de notre capacité. Il est important que nous puissions nous appuyer sur les réussites de cette première année de la MONUSCO marquée par des pratiques de protection innovantes, et sur une augmentation générale de l'efficacité de nos opérations militaires et civiles de protection. Ceci est particulièrement vrai dans les zones de la région Est du pays où des groupes armés continuent de s'attaquer aux populations civiles.

Nos tâches dans les mois qui suivent seront plus difficiles étant donné que les Congolais

Directeur de l'Information Publique
George Ola-Davies

Rédacteur en Chef
Joseph Tshimanga

Edition coordonnée par
Nana Rosine Ngangoue

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

iront aux urnes pour les élections présidentielle, législatives et locales. Nous apportons et continuerons d'apporter notre appui technique et logistique au processus électoral afin que les différents scrutins soient libres, paisibles et transparents. Nous avons jusqu'ici facilité le transport de quantités substantielles de matériel d'enregistrement des électeurs et d'autres matériels à travers le pays.

Conjointement avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), nous nous sommes fortement attelés à assurer l'appui technique au processus des élections, et nous avons facilité les efforts entrepris par la Commission électorale en vue de promouvoir le dialogue entre toutes les parties prenantes afin de contribuer à un environnement électoral apaisé. De même, la Police de l'ONU (UNPOL) continue activement à apporter soutien et formation à la Police nationale congolaise afin d'améliorer la sécurité des élections. Aux termes de la nouvelle résolution qui accorde une importance particulière à ces élections, nous sommes fermement engagés à faire notre mieux pour contribuer à ce que ces élections soient réussies, transparentes et démocratiques, à l'heure où les préparatifs entrent dans une phase plus active encore.

La Mission continuera à travailler étroitement avec la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) en facilitant le dialogue entre les différents acteurs congolais, tel que prévu dans la résolution.

Déjà, le colloque organisé par notre Division des Affaires politiques en avril dernier a connu un grand succès car il a offert aux divers acteurs politiques un espace nouveau pour s'engager dans des discussions franches.

Même si la MONUSCO a concentré ses opérations militaires dans l'Est de la RDC, sa présence dans le reste du pays continue à se faire sentir comme vont le montrer certains des articles, reportages... repris dans ce numéro.

Nous sommes engagés à vous apporter des informations sur ce que fait la MONUSCO et sur l'étroite collaboration dans laquelle nous travaillons avec la population.

Roger Meece, Chef de la MONUSCO

Nouveau mandat de la MONUSCO Protection, élections et développement économique... jugés prioritaires

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté, le 28 juin dernier, la Résolution 1991 prorogeant jusqu'au 30 juin 2012 le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO). La nouvelle résolution circonscrit le mandat de la Mission défini sur trois axes : la protection des civils ; l'appui technique et logistique au processus électoral; la stabilisation, le développement économique et la consolidation de la paix.

✎ Par Nana Rosine Ngangoue/MONUSCO



Formation de la Police Nationale congolaise, l'une des priorités de la MONUSCO

Aux termes de cette résolution, le Conseil de Sécurité estime que malgré les progrès réalisés en matière de paix, de sécurité et de démocratie, la République Démocratique du Congo (RDC) fait encore face à de nombreux défis sécuritaires majeurs. Ces défis sont notamment la présence continue

des groupes armés dans les Kivu et en province Orientale ; les abus et les violations des droits de l'Homme ainsi que des actes de violences contre les civils, y compris les violences sexuelles contre les femmes; les progrès limités dans la mise en place des forces de sécurité nationales professionnelles et des

institutions de renforcement de l'Etat de droit; l'exploitation illégale des ressources naturelles.

Pour permettre à la MONUSCO de continuer à faire face à tous ces défis, le Conseil a autorisé la Mission à maintenir la même capacité de sa force actuelle, à savoir 19.815 militaires, 760 observateurs militaires, 390 personnels de police et 1.050 unités de police formées ainsi qu'un effectif approprié de personnel civil. Le Conseil demande aussi à la MONUSCO, ainsi qu'il lui en donne l'autorisation dans la résolution 1925, de maintenir une force de réserve capable de se redéployer rapidement dans le pays, dans les limites des effectifs autorisés.

Protection des populations

La Résolution 1991 souligne, d'entrée de jeu, que pour la MONUSCO, la protection des civils doit être la priorité lorsqu'il s'agit de décider de l'usage des capacités et ressources disponibles. Toutefois, le Conseil précise que le Gouvernement de la RDC est responsable au premier chef de la sécurité dans le pays. Le Gouvernement est de ce fait encouragé à *"rester fermement décidé à pourvoir à la protection de la population civile et à se doter à cette fin de forces de sécurité professionnelles et durables, et à assurer l'état de droit et le respect des droits de l'homme, à promouvoir les solutions non militaires comme partie intégrante de l'action générale tendant à réduire la menace que constituent les groupes armés congolais et étrangers et à rétablir pleinement l'autorité de l'État dans les zones libérées des groupes armés"*.

La Protection des civils était déjà un élément clé du mandat écopulé de la MONUSCO. La Mission avait mis en œuvre des mesures novatrices pour assurer la protection des civils. Le Conseil encourage la MONUSCO à continuer d'appliquer ces mesures qui lui ont permis de réaliser des progrès dans les activités de protection. Ces mesures incluent la mise en place de réseaux



Une pompe d'eau dans la cité de Kikole, Est de Kinshasa, installée par la MONUC en 2006, dans le cadre des projets à impacts rapides

d'alerte communautaires, qui relie, par téléphone mobile, les communautés à risque à une compagnie de la MONUSCO stationnée à proximité et à des bases d'opération temporaires. Une vingtaine de réseaux desservant 200 communautés dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et la province Orientale ont été constitués. Les réseaux d'alerte communautaires complètent les radios à haute fréquence distribuées par d'autres partenaires.

Elections

Par la Résolution 1991, le Conseil de Sécurité a souligné l'importance des

élections présidentielle et législatives prévues pour cette année ainsi que les élections locales et provinciales. Il précise l'appui que la MONUSCO et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) vont apporter au processus électoral. Le Conseil a, en effet, décidé que la MONUSCO prêtera son concours pour l'organisation et la tenue d'élections sous forme d'un appui technique et logistique.

Cependant, souligne le Conseil, il incombe au premier chef au Gouvernement de la RDC et à ses partenaires nationaux de créer des conditions propices à la tenue des prochaines élections. *"Le Conseil de Sécurité prie donc instamment le Gouvernement d'instaurer un climat favorable à la tenue, "en temps voulu", d'élections libres et régulières, crédibles et transparentes"*. Dans ce cadre, il demande à la Commission électorale nationale indépendante, aux partis politiques et aux

autorités congolaises compétentes de mettre en œuvre sans tarder un code de conduite, et de veiller à ce que les observateurs nationaux et internationaux soient rapidement accrédités.

Au cours d'une conférence de presse qu'il a animée le 6 juillet dernier, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la RDC, Roger Meece, a éclairé l'opinion congolaise sur le rôle que pourrait jouer la MONUSCO, s'agissant de la question de certification des résultats des élections. *"Je crois qu'il n'est pas question, ou qu'il n'y a pas nécessité*

Photo MONUSCO/Myrlam Asmani

du tout, d'avoir une certification de la MONUSCO ou des Nations Unies pour les élections. Ce n'était pas le cas en 2006 et je ne vois pas le besoin d'en avoir cette année", a-t-il déclaré.

Quant à la sécurisation du processus électoral, le chef de la MONUSCO a rappelé que c'est à la Police nationale congolaise qu'incombe cette responsabilité. Pour sa part, la MONUSCO apporte son appui à la police congolaise dans le cadre des programmes de formation et recyclage.

Pour rappel, la formation initiale assurée par la MONUSCO a permis de former dix unités, l'équivalent d'un bataillon de la Police d'Intervention Rapide (PIR). Deux de ces unités seront formées et équipées par le gouvernement de France. Deux autres sont formées par le gouvernement congolais. Les six unités restantes sont formées par la MONUSCO. "La Mission va continuer de travailler en vue

de résoudre les différents problèmes potentiels au niveau de la Sécurité pour appuyer pleinement les efforts des conditions les plus favorables possibles pour les élections cette année", a affirmé Roger Meece.

Stabilisation, développement socioéconomique

Soulignant la nécessité de faire avancer la stabilisation et le développement socioéconomique en RDC, le Conseil de Sécurité a demandé à la MONUSCO de continuer d'œuvrer, de concert avec l'équipe pays des Nations Unies et les autorités congolaises, en faveur de l'adoption et la mise en œuvre du programme de consolidation de la paix dans les provinces non touchées par le conflit et de continuer d'aider à mettre en œuvre le plan de Stabilisation et de Reconstruction (STAREC) élaboré par le Gouvernement, notamment par l'application de la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation.

Le STAREC, qui couvre la zone géographique de l'est de la RDC, a déjà mobilisé un total de plus de 240 millions de dollars américains pour différents projets. Ces fonds financent la construction des infrastructures (bâtiments de la police, bâtiments et équipements pour les cours et tribunaux, bâtiments administratifs, ainsi des infrastructures routières.)

Pour couvrir les autres régions de la RDC, la Résolution 1991 mentionne une nouvelle initiative dénommée "Programme de consolidation de la paix," qui est, selon Roger Meece, l'équivalent du STAREC pour les autres régions du pays. "Les discussions sont très avancées pour permettre l'adoption de ce programme dans les prochains mois. Je crois que cela va porter des fruits pour aider à la modernisation et au renforcement des programmes de stabilisation pour l'Ouest et les autres régions du pays aussi", a-t-il précisé.

Elections

Sensibilisation électorale et manque de fonds

La République Démocratique du Congo se prépare fébrilement à organiser les élections, présidentielle et législatives, prévues le 28 novembre 2011. Mais la capacité des acteurs de la société civile à sensibiliser et à mobiliser les électeurs au cours de ces scrutins sera certainement mise à mal si des fonds sont insuffisants pour soutenir les actions d'éducation et de sensibilisation électorales.

✎ **Par Nana Rosine Ngangoue/MONUSCO**

Le budget prévisionnel total des élections pour la période 2011-2013 est estimé à 668.188.084 dollars. Il comprend un volet dénommé "Projet complémentaire Sensibilisation et Genre sur la Révision du Fichier électoral (RFE)",

d'un montant de 2.601.736 dollars qui devrait être supporté par les partenaires internationaux de la CENI.

Pour les élections présidentielle, législatives nationales et provinciales,

un volet "Sensibilisation et Genre" est également prévu à hauteur de 13 millions de dollars. Quelque 8 millions de dollars sont également sollicités pour la sensibilisation lors des élections locales.

“Mais pour le moment, il n’y a pas de ressources spécifiques reçues par le projet et affectées à la sensibilisation”, a indiqué un agent du Projet d’Appui au Cycle Electoral (PACE), géré par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Le président de la CENI, le Pasteur Ngoy Mulunda, n’a pas cessé d’engager, sans beaucoup de succès, un plaidoyer auprès des partenaires internationaux pour le financement des activités de sensibilisation. “La sensibilisation est le parent pauvre du processus électoral,” déclare-t-il souvent. Dans le contexte de la Révision du Fichier Electoral (RFE), l’objectif de la sensibilisation était d’expliquer l’importance de l’opération, de mobiliser les électeurs à s’inscrire massivement en vulgarisant des informations pratiques y relatif. Cependant, jusqu’à la fin des opérations de révision du fichier électoral, peu de bailleurs avaient contribué au budget de sensibilisation.

Constats

Une cartographie réalisée fin juin par la “Task Force” sensibilisation réunissant des représentants de la CENI, de la MONUSCO (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo), de IFES (International Foundation for Electoral System), de EISA (Electoral Institute for Sustainability of Democracy in Africa) et d’autres bailleurs de fonds internationaux a, en effet, relevé une faible couverture en matière de sensibilisation de la population sur la révision du fichier électoral. Pour contrer l’insuffisance de la sensibilisation et aussi certaines difficultés techniques notées dans certains centres d’inscription, la



Une scène de sensibilisation électorale présentée par des comédiens congolais

CENI a dû se résoudre à donner un délai supplémentaire à certaines régions, dont Kinshasa.

La cartographie montre également que pour les élections générales, peu de bailleurs de fonds ont fait connaître leurs projets liés à la sensibilisation électorale. D’où, l’inquiétude de la CENI et ses partenaires qui craignent que la sous-sensibilisation électorale au bénéfice de la population ne constitue un handicap pour des élections que l’on veut libres, crédibles, transparentes, et surtout apaisées.

Quelques actions encourageantes sont toutefois notées. Le Projet PACE s’est engagé à prendre en charge le volet sensibilisation à hauteur de plus de 6 millions de dollars, pour les élections présidentielle, législatives nationales et provinciales. Ce montant comporte plus de 1,3 million de dollars pour l’acquisition du matériel de sensibilisation et 1 326 600 de dollars pour le paiement du personnel

de sensibilisation (agents relais de sensibilisation et messagers), pour chacune des opérations électorales. Le matériel de sensibilisation est en cours de commande, indique-t-on au projet PACE.

Il est à noter que le PACE avait joué un rôle important dans la mobilisation des fonds auprès des partenaires internationaux, à travers un Fonds commun, afin de financer le budget de la sensibilisation lors des élections de 2006. Ces fonds avaient servi à financer les projets présentés par des Acteurs non étatiques (ANE) rompus dans le domaine de la sensibilisation et la communication.

Pour le cycle électoral en cours, les projets de sensibilisation sont gérés directement par les partenaires internationaux sans passer par le PACE. Parmi ces partenaires, IFES, EISA et, rarement, bien d’autres s’efforcent à mobiliser des fonds nécessaires au financement du volet sensibilisation du processus électoral en RDC.

Stabilisation dans les districts du Haut Uélé et Bas Uélé

Pression militaire accrue contre la LRA

Une pression militaire de la Force de la MONUSCO en soutien aux Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) contre l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) porte des fruits, bien que des exactions et autres actes de violence commis par ce groupe armé persistent.

✎ Par Nana Rosine Ngangoue/MONUSCO

Grâce aux opérations militaires conjointes de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique (MONUSCO) et des Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), les activités de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) ont sensiblement baissé dans les districts du Haut Uélé et du Bas Uélé en province Orientale. Déstructurées, ces activités ne consistent plus qu'en incidents sporadiques en lieu et place, il y a quelques mois, des massacres à grande échelle commis par cette armée rebelle, venue de l'Ouganda. Le nombre de victimes d'exactions et actes de violence du fait de la LRA est passé de 2500 en 2009 à 500 en 2010 parmi les populations civiles congolaises.

Initiatives internationales

Bien que désormais sporadiques, les attaques attribuées au groupe rebelle ougandais continuent de faire des victimes. Chaque semaine, il est rapporté différents incidents liés à la LRA et des rapports sur les tueries et les enlèvements de personnes n'ont pas cessé. D'où, la



Les populations civiles de Dungu ont espoir de retrouver la paix grâce à la MONUSCO

poursuite d'engagements et initiatives tant de la MONUSCO que de la communauté internationale est nécessaire pour débouter la LRA hors d'état de nuire.

La MONUSCO dispose de quelque 1000 hommes de troupe basés à Dungu dans le Haut-Uélé. Elle a mis en place des bases opérationnelles avancées dans toute la région. Cette présence a contribué à dissuader les attaques et permis aux agences humanitaires d'avoir accès aux populations vulnérables et aux zones isolées.

Pour optimiser la conduite des opérations, un centre opérationnel conjoint de

renseignements a été établi à Dungu. Il est constitué de Casques bleus de la MONUSCO et d'éléments des FARDC et de forces de défense ougandaise (UPDF). Le centre contribue notamment au renforcement de la coordination des opérations et le partage des informations concernant la LRA.

D'autres initiatives internationales visant la traque de la LRA ont été envisagées. C'est le cas d'une stratégie mise en œuvre par l'Union Africaine (UA) afin de coordonner de futures opérations de lutte contre la LRA. Dans cette perspective, l'Union Africaine a décidé de la mise en place d'une Force d'Intervention Rapide (FIR) pour lutter contre la LRA. L'UA précise que la FIR constitue l'élément sécuritaire d'une stratégie d'ensemble formulée par les Etats affectés par les atrocités de la LRA, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres partenaires.

Une autre initiative a été prise par le Gouvernement américain, qui ambitionne, entre autres, d'appuyer les efforts régionaux et multilatéraux afin d'accroître la protection des civils et d'appréhender le leader de la LRA, Joseph Kony, et ses principaux commandants.

Les populations civiles des districts du Haut Uélé et du Bas Uélé espèrent aujourd'hui que ces initiatives combinées les soulageront et leur épargneront d'autres exactions éventuelles commises par ce groupe et bien d'autres bandits armés.

Dungu - Faradje

Une route réhabilitée pour faciliter la circulation des personnes et des biens

Le contingent indonésien de la MONUSCO a réhabilité 150 kilomètres de la route reliant les territoires de Dungu et Faradje, dans le district du Bas-Uélé, en province Orientale.

✂ Par Nana Rosine Ngangoue/MONUSCO



Le tronçon Dungu - Faradje avant la réhabilitation

La réhabilitation de cette route de desserte agricole, et principale voie de communication régionale, dont les travaux avaient commencé en novembre 2009, facilite la circulation des personnes et des biens. Elle renforce des échanges commerciaux entre les populations du Haut Uélé, du Bas Uélé et de l'Ituri.

Désormais, les usagers font deux heures seulement pour parcourir le trajet Dungu-Faradje, en véhicule, alors qu'ils effectuaient deux jours, auparavant, pour relier les deux territoires.

Les commerçants et les entrepreneurs de la région se réjouissent des bienfaits de cette route réfectionnée. Le comité local de la Fédération des Entreprises

du Congo (FEC) a souligné une baisse de prix de certains matériaux de construction à Dungu, ainsi que la réduction du coût de transport des marchandises en provenance de l'Ituri et de l'Ouganda.

Parmi quelques articles qui connaissent une baisse de prix sur le marché figurent le ciment et les tôles.

Ferdinand Bangaba, un habitant de Dungu, témoigne : *"Par exemple une tôle qu'on achetait à 25 dollars, revient actuellement à 17,5 dollars. Un sac de ciment qui se négociait à 40 dollars, actuellement vous pouvez facilement le trouver à 30 dollars. C'est vraiment quelque chose de très positif"*.

Impact social

Lors de la cérémonie d'inauguration de cette route, le 2 juin dernier à Dungu, le Commandant de la Force de la MONUSCO, le Lieutenant Général Chander Prakash, a évoqué l'importance qu'elle revêt sur le plan sécuritaire. *"Une fois que la route a été réhabilitée, nous allons continuer, en collaboration avec les Force armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), à nous investir pour la sécurité de cette route afin que la population vaque paisiblement à ses occupations"*, a-t-il déclaré.

La MONUSCO est, ainsi, convaincue que la réhabilitation de la route Dungu-Faradje va améliorer les conditions sécuritaires dans la région et favoriser le retour des populations déplacées suite aux exactions commises par l'Armée de la résistance du Seigneur (LRA).



La route entièrement réhabilitée

Présence de la MONUSCO à Kikwit : quel a été son impact?

✎ Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

La Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo (MONUC) devenue depuis le 1er juillet 2010 Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO), a réalisé de 2007 à 2010 dans la ville de Kikwit, une dizaine de projets à impact rapide, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'assainissement, ainsi que de l'Etat de droit, pour un montant global de 116.327 dollars américains.

Au nombre des projets spécifiques réalisés dans la ville de Kikwit et de ses environs se comptent la construction de latrines publiques sur le marché d'Idiofa, ainsi qu'à l'Ecole primaire Sainte Monique d'Idiofa, et à l'Institut Kazama; l'achat et l'installation d'un réservoir d'eau dans la prison de cette localité; la réhabilitation et l'équipement de l'Hôpital Lusanga dans le

territoire de Bulungu; l'aménagement de la maternité du Centre hospitalier de Lunia, avec le prolongement d'un hangar, et la construction d'un puits perdu relié à la salle d'urgence.

Il y a également au plan des réalisations la construction d'un bloc opératoire au Centre de santé de Kibangu; l'aménagement d'une salle d'opération pour la clinique de Kikwit; la construction de cinq salles de classe pour le Complexe scolaire Marie Martine; et enfin, la réhabilitation de l'Institut Lutondo dans le territoire de Bulungu.

Les projets à impact rapide sont des fonds mis à la disposition de la Mission et gérés par le Représentant spécial du Secrétaire général, pour faire face à des besoins pressants auxquels se trouvent confrontées les communautés locales. Ces projets sont généralement exécutés par



Les latrines publiques de la commune de Kazamba construites par la MONUSCO

ces communautés elles-mêmes, avec la supervision du personnel compétent de la Mission.

En juillet 2010, l'allocation annuelle consentie à ce type de projets est passée à 1,5 million de dollars américains contre 1 million pour la période précédente.

Sud Kivu

Désenclavement du territoire de Shabunda: un défi à relever

Les travaux entrepris par l'Office des Routes, l'UNOPS, le Département pour le Développement international (DFID) du Royaume-Uni, et la MONUSCO pour réhabiliter la voie publique entrent dans le cadre du désenclavement des zones reculées en vue du rétablissement de l'autorité de l'Etat dans ces territoires où les derniers contacts avec l'extérieur datent des années 1980, selon la population locale.

✎ Par Biliaminou Alao/MONUSCO

Première mission conjointe jamais conduite par l'ONU dans le Sud Kivu. Une délégation composée de 17 civils de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du

Congo (MONUSCO), des représentants du Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS), du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Office des Routes (Gouvernement), ainsi qu'une

quarantaine de soldats de la brigade du Sud Kivu, a sillonné l'axe routier Bukavu Shabunda du 12 au 17 juin 2011. Le but de cette mission était d'évaluer l'état d'avancement des travaux d'aménagement de la route.

Suite en page 11

Ituri: Relèvement communautaire et stabilisation positifs grâce aux Nations Unies

Reprise économique et de la vie sociale, retour massif des réfugiés et personnes déplacées; et renforcement du secteur de sécurité. La situation du district de l'Ituri dans l'est de la République Démocratique du Congo est bien meilleure qu'en 2003, bien que la paix retrouvée demeure fragile.

✍ Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Sensibilisation et mobilisation communautaire autour de la réhabilitation socio-économique et de la coexistence pacifique; réintégration socio-économique des ex-combattants et de leurs dépendants; reconstruction des infrastructures sociales de base; réintégration communautaire des populations vulnérables à travers les activités génératrices de revenus; et réduction de la disponibilité et la circulation des armes légères. Les objectifs spécifiques du plan de relèvement communautaire et de stabilisation du district de l'Ituri lancé en 2008 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en partenariat avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo (MONUC), à l'époque, ont été atteints dans les cinq territoires les plus touchés jadis par la guerre en Ituri à savoir: Aru, Djugu, Irumu, Mahagi et Mambasa.

Lorsqu'en 2008, 25.000 combattants et 10.000 enfants associés aux groupes armés ont été démobilisés ainsi que près d'un million de personnes déplacées (selon OCHA) sont retournées, un plan d'action prioritaire visant la stabilisation et le relèvement communautaire de l'Ituri était essentiel.

Ainsi, le PNUD avait mis en place, en étroite consultation avec les autorités du district et de la MONUC, "un outil de plaidoyer, de mobilisation de ressources et de programmation des activités sur les besoins des communautés locales".

Réhabilitation socio-économique

Vingt sept projets du secteur ponts et routes, dont quatorze projets dans le cadre des services de reconstruction communautaire (SRC) ont été financés pour un coût de 797.306 dollars. Leur réalisation a permis de désenclaver 1.253.674 bénéficiaires directs à travers la réhabilitation de deux ponts et 1.425 km de route de desserte agricole pour l'ensemble du district.

Dans le secteur de la santé, entre autres, le PNUD fait état de huit projets d'un coût total de 182.528 dollars dont le financement et la réalisation ont aidé à l'amélioration de l'accès aux soins de santé primaire et des conditions de travail de 176.359 personnes grâce à la réhabilitation et à l'équipement de deux hôpitaux, de quatre centres de santé, d'une maternité et d'une clinique.

Reinsertion d'ex-combattants

Tout en contribuant au démantèlement des milices restantes en Ituri, le PNUD a offert à travers son assistance à la réintégration



Beaucoup de jeunes ex-combattants se sont intéressés au transport de taxis-motos

durable des alternatives en termes de petits métiers, d'activités régénératrices de revenus et plusieurs kits pour l'élevage, l'agriculture et la pêche aux bénéficiaires. Soixante onze projets ont été financés à un coût de 327.819 dollars pour la réinsertion de 2.587 démobilisés dans le cadre du programme de Désarmement, Démobilisation et Reinsertion (DDR). Outre l'agriculture, la pêche, l'élevage, les bénéficiaires ont choisi les activités de la boucherie, la briqueterie, la coiffure, la formation professionnelle en coupe et couture, en mécanique automobile, en menuiserie, en peinture, en exploitation forestière. Beaucoup d'entre eux se sont intéressés à la pharmacie, à la scierie ainsi qu'au transport en commun. Quatre vingt quatre emplois furent créés pour le compte d'ex-combattants durant cette période.

Au demeurant, le district de l'Ituri est aujourd'hui rentré dans une phase de stabilisation et de relèvement qui exige que l'on s'intéresse aux conditions de sécurité des communautés récipiendaires d'assistance de la part de la communauté internationale.

Quand les observateurs militaires rapprochent davantage les populations civiles et la MONUSCO

Il est désormais nécessaire de rétablir de bonnes relations et un partenariat solide entre les communautés locales du district de l'Ituri et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) grâce au travail des observateurs militaires. Reportage.

✂ Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Le lieutenant colonel Rashidul Alan de l'armée bangladaise et la capitaine Lyudmilia d'Ukraine, accompagnés par un officier national chargé de l'information publique, se rendent dans un bureau d'antenne de la Commission nationale électorale indépendante (CENI) de Bunia. Une fois à l'intérieur, les deux visiteurs en uniforme de la MONUSCO sont conduits par l'agent de protocole auprès d'un chef du bureau.

Comme les cinq autres collègues observateurs militaires de l'équipe de base de Bunia, le Lieutenant colonel Rashidul et la capitaine Lyudmilia s'intéressent à la sécurisation des élections. Les votes étant prévus en fin d'année 2011, ils veulent s'informer de l'évolution de l'opération de la révision des listes électorales démarrée sur toute l'étendue du district de l'Ituri le 2 avril 2011.

“Nous sommes entrés de plain pied dans la phase préparatoire cruciale des prochaines élections. Bunia contrôle 62 centres d'inscription du territoire d'Irumu. Tous les centres ont été ouverts et ils fonctionnent

tous malgré quelques problèmes techniques des kits informatiques”, explique Nestor, un membre du bureau électoral.

Dans les quelques minutes qui suivent l'entretien, les deux officiers

MONUSCO, qui mène des opérations conjointes avec les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), sont limités. *“Nous ne pouvons pas être partout en même temps et au même moment de l'attaque”* dit le lieutenant colonel et chef d'équipe Rashidul.

A Geti, affirme Nestor, l'attaque annoncée entraînant la fuite des villageois de leurs habitations, surviendrait au lendemain d'ouverture d'un centre d'inscription pré-électorale par la CENI. *“Des soldats des FARDC et des éléments de la police commis à la sécurisation de ce centre ont été redéployés. C'est ce vide sécuritaire qui aurait poussé la milice de surgir dans cette localité de Geti”* ajoute-t-il.



Une équipe d'observateurs militaires et leur interprète (4ème à gauche) à Bunia

militaires de la MONUSCO sont informés par leur interlocuteur (qui vient d'être contacté au téléphone) d'une attaque imminente de la localité de Geti, éloignée de 15 kilomètres de Bunia, par une milice.

Des nouvelles d'attaques armées contre les populations civiles dans l'Ituri sont courantes alors que les moyens d'intervention de la Force de la

Mission de sauvetage

Que faire ? La tâche est difficile pour les deux observateurs militaires, comme pour tous leurs collègues, qui rencontrent plusieurs difficultés dans l'exercice de leurs fonctions dues à la réduction de ressources (humaines et matérielles). Ils interrompent l'entretien et quittent précipitamment le bureau de la CENI.

Rentrés à leur base au quartier général de la Mission, ils informent leurs collègues en patrouille sur le terrain dans les périphéries de la ville *“pour chercher une voie et un moyen de contraindre les assaillants de Geti”*.

La suite? Nous ne le saurons pas directement. Ce dont nous sommes sûrs en accompagnant ces observateurs militaires dans leur travail quotidien c'est que les sept observateurs de l'équipe de Bunia (composée des ressortissants de Chine, Bangladesh, Paraguay, Ukraine, Jordanie, Mali et Inde) effectuent régulièrement des patrouilles diurnes et nocturnes à travers les quartiers

de la ville de Bunia et des localités environnantes. Ils accompagnent, souvent, les habitants des zones où règne l'insécurité dans leurs champs. Ils écoutent leurs doléances ; leur donnent des conseils utiles en matière sécuritaire, comme la dénonciation de la présence des groupes armés.

“Les habitants nous posent très souvent des problèmes que nous ne pouvons pas résoudre. Par exemple, ils nous demandent de leur construire des logements, des infrastructures routières, des marchés, des écoles, des dispensaires, des hôpitaux...”, souligne le chef d'équipe des Observateurs militaires.

Ces préoccupations reflètent dans une certaine mesure l'intérêt que les populations civiles attachent à la MONUSCO, généralement, et particulièrement leur confiance aux soldats de la paix des Nations Unies dont les tâches sont nobles.

Surveiller et évaluer la situation sécuritaire, collecter les informations auprès des civils, des institutions d'Etat (la police, l'armée, les tribunaux, l'administration publique, les autorités locales...) sont des priorités majeures pour les observateurs militaires de la MONUSCO pour faire avancer la stabilisation dans l'Ituri.

Suite de la page 9

D'une longueur d'environ 363 km, le tronçon Bukavu-Shabunda est l'un des trois axes routiers prioritaires de la Stratégie internationale de Soutien à la Stabilisation et la Sécurité dans l'Est de la RDC (ISSSS).

Cette voie demeure peu praticable, notamment pour les véhicules gros porteurs en raison de son état boueux et rocheux, entravant par endroits la circulation d'engins motorisés, à l'exception des véhicules 4x4.

Restaurer l'autorité de l'Etat

Les différentes rencontres avec les autorités administratives, policières et militaires ainsi qu'avec la société civile de Nzibira, Kigulube, Byangama, Katchungu et Shabunda, ont permis de constater que le redéploiement des Forces armées de la RDC (FARDC) dans le cadre de la formation de nouveaux régiments a laissé un vide sécuritaire le long de l'axe Bukavu-Shabunda, ce qui a ouvert la voie aux groupes armés, notamment

des éléments incontrôlés identifiés par les populations comme étant des Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et des Mai Mai qui mènent des attaques sporadiques le long de l'axe et dans les villages environnants.

Pour les autorités de Kigulube, la priorité reste avant toute chose l'ouverture de la route qui facilitera le commerce, la circulation des populations ainsi que l'arrivée des ONG pouvant soutenir des projets de développement communautaire.

L'établissement d'une base de la MONUSCO

L'administrateur de Shabunda recommande vivement la présence de la MONUSCO le long de l'Axe Bukavu-Shabunda par l'extension des patrouilles dans la direction de Katchungu et Lulingu. Les ONG rencontrées à Shabunda et Kigulube ont aussi estimé qu'une présence onusienne à mi-chemin sur l'axe encouragerait le trafic. A cet

égard, Kigulube à 192 km à l'Ouest de Bukavu serait un bon emplacement. Dans les localités visitées, il a été observé une faible présence voir l'inexistence de la police nationale congolaise et des FARDC. Il va sans dire que la présence d'une administration locale n'est pas envisageable sans l'existence des services sécurité. Dans toute cette zone, il a été constaté des mouvements de populations depuis le lancement en mai 2009 de l'opération Kimia II des FARDC. En effet, aux problèmes de sécurité se sont ajoutés des questions de santé et de nutrition.

Espoirs des populations

Néanmoins, durant la traversée, des hommes, des femmes et des jeunes qui n'avaient pas encore vu un véhicule de leur vie, sortaient spontanément avec des chants, des danses et des cris de joie pour remercier l'ONU. Ils sont convaincus que cette traversée aura des retombées positives au plan économique, sécuritaire et sur l'amélioration des services publics.